



SPÉCIAL USINES



Direction des relations publiques

SOCIÉTÉ MINIÈRE
NOTRE AVENIR
SE CONSTRUIT
AUJOURD'HUI
DU SUD PACIFIQUE

Deux filières complémentaires

Avec l'usine du Nord aujourd'hui entrée en production, la SMSP privilégie la transformation locale puisque, contrairement à ce qui avait été annoncé par Eramet, la ressource minière du Koniambo le permet. En revanche, lorsque le minerai est trop pauvre pour être traité localement ou lorsque les mines sont trop petites et isolées et que la haute teneur a déjà été prélevée, la SMSP privilégie alors le recours à l'intégration verticale au travers de partenariats off-shore pour valoriser ce petit minerai, plutôt que de l'exporter à l'état brut comme le font les autres mineurs. L'usine du Nord est donc l'objectif prioritaire de la SMSP tandis que les usines off-shores telles que celle de Gwangyang en Corée, constituent une nouvelle voie de valorisation du petit minerai qui ne peut être transformé localement.

L'usine du Nord - pour la transformation locale



En 1966 en visite à Koumac, le général De Gaulle avait appelé de ses vœux la construction d'une usine de traitement de nickel dans le Nord afin de contrebalancer l'accumulation des richesses sur Nouméa. Des années plus tard, avec la revendication du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou avait réveillé les consciences en élevant la notion de patrimoine minier au rang de bien commun appartenant à la collectivité, donc a fortiori aux kanak qui avaient été pour leur part totalement exclus du secteur du nickel par la colonisation. Aujourd'hui, l'accès à l'activité minière puis à la ressource pour l'approvisionnement d'une usine de traitement apparaît comme un aspect fondamental et légitime du rééquilibrage. Et pourtant ! Nombreux sont ceux qui n'ont pas cru à ce projet, bien que beaucoup d'entre eux n'avaient pas d'autres choix que d'y croire et de rendre possible par leur mobilisation, la construction de l'usine du Nord. Après des années de lutte succède le sentiment collectif du devoir accompli.



> AVRIL 2013

La construction de l'usine du Nord Un ouvrage à la fois symbolique et collectif

Plus qu'un projet industriel, l'édification d'une usine métallurgique dans la province Nord répond au désir, maintes fois manifesté par les responsables politiques du FLNKS, d'avoir accès à la ressource minière, de voir s'établir un équilibre économique avec la province Sud et de maîtriser l'exode des populations rurales du Nord vers Nouméa par la création d'emplois directs ou induits. Plus encore, l'usine du Nord a véritablement cristallisé la lutte du peuple kanak pour l'accès à la richesse et à la terre. Le massif du Koniambo est devenu le symbole de cette lutte, l'usine celui de la valorisation d'une terre volée au pays par la colonisation. Le massif du Koniambo a été en effet exploité de façon intermittente depuis 1880 par son concessionnaire marqueur de l'histoire coloniale, la Société Le Nickel-SLN. Le potentiel du gisement pour un projet d'ampleur n'a jamais été mis en avant sous prétexte qu'il n'y avait pas assez de ressource pour construire une usine selon les dirigeants de la maison mère Eramet. En 1966, le Général De Gaulle évoque la nécessité de créer un pôle économique dans le Nord. Le vocable « usine du Nord » est depuis gravé dans les esprits et dans la pierre, la première qui fut posée le 6 mars 2006 sur la plaine de Vavouto alors vierge de tout développement. Entre 1966 et 1990 puis bien au-delà, la construction d'une usine de traitement de nickel dans le Nord reste quasiment un mythe. Pourtant la mouvance indépendantiste considère la construction de « l'usine du Nord » comme un acte fondateur du rééquilibrage, un élément essentiel de la stabilité de la Nouvelle-Calédonie.

Une usine dans le Nord Prolonger l'activité minière par la métallurgie



En 1990, deux ans après la signature des Accords de Matignon et Oudinot, et un an après la mort tragique de Jean-Marie Tjibaou et Yéwéné Yéwéné, la province Nord rachète via SOFINOR la société SMSP, alors tâcheron et sous-traitant minier de la SLN, pour pouvoir disposer d'un levier financier au service du rééquilibrage économique et démographique. La SMSP ne dispose alors d'aucun titre minier et d'aucune surface financière, et pour survivre se doit d'acquérir un patrimoine minier. Elle se doit également de développer ses propres canaux d'exportation pour pouvoir redonner une autre vie aux vieilles mines qu'elle rachète à ses concurrents. Comme dans le secteur du nickel la grande partie de la valeur ajoutée se réalise dans la métallurgie, il apparaît par conséquent souhaitable de prolonger l'activité minière par une activité industrielle. L'usine du Nord devient dès lors l'objectif prioritaire de la SMSP soutenue par le FLNKS. En 1994, la SMSP se met à la recherche de partenariats industriels pour la réalisation de cet objectif. Des démarches infructueuses sont effectuées auprès des dirigeants d'Eramet-SLN de l'époque. A trois reprises, Eramet déclinera l'offre faite par SMSP qui se rapproche alors du canadien Falconbridge, n°3 mondial, en vue de la construction d'une usine dans le Nord. Pour Oyvind Hushovd, qui succède à Daniel Picard à

la direction de Falconbridge, l'aventure commence en 1994, lorsqu'André Dang se rends à Toronto pour leur proposer un partenariat industriel de grande envergure.

La priorité des priorités L'accès à la ressource minière



En novembre 1995, le premier ministre de l'époque, Alain Juppé, pose lui-même comme préalable à l'accession à la ressource minière nécessaire, la présentation d'un partenaire industriel pour le projet de l'usine du Nord. Le chef du gouvernement donne un délai de 4 mois à SMSP pour trouver un partenaire industriel qui serait désireux de faire le projet sur la base annoncée. L'industriel a besoin d'une ressource conséquente et l'Union Calédonienne s'engage alors dans un « préalable minier » avant que ne puisse s'ouvrir à l'issue de la période de 10 ans les négociations sur l'avenir institutionnel du pays. Ce préalable est la mise à disposition d'une ressource minière suffisante dont seule la SLN pouvait disposer, étant présente depuis 1880 et détenant alors plus des deux tiers de la surface minière concédée du territoire. Se joindront à la mobilisation des groupes de pression du FLNKS et deux syndicats, l'USTKE et l'USOENC. Le choix d'abord officieux se porte sur le massif du Koniambo. Ce dernier disposerait d'une ressource minière suffisante et distante de 12 km de la plaine de Vavouto dont l'accès par la mer est possible par la passe Duroc.

Le montage institutionnel Pour exprimer une volonté politique

Avec la signature du protocole de Bercy le 1^{er} février 1998 régissant les conditions et le processus d'échange des massifs de Poum et de Koniambo, et de son avenant en date du 4 juin 1998, c'est-à-dire la veille de la signature de l'Accord de Nouméa, se concrétise la volonté politique du rééquilibrage. Cet accord prévoit notamment les conditions suspensives de transfert effectif après achèvement d'une étude de faisabilité probante, et passation d'une commande ferme d'équipements, matériels et prestations, liés à l'usine pour plus de 100 millions USD. L'accord de Nouméa signé le 5 mai 1998, conduit l'ensemble des calédoniens et l'Etat français à la reconnaissance de la nécessité du rééquilibrage économique entre le Nord et le Sud, moyennant la création d'un complexe minier et métallurgique. Cet échange de gisements devient effectif fin décembre 2005, non sans difficultés, lors de la prise de décision irrévocable par les deux partenaires de la construction de l'usine.

Le protocole de Bercy Décryptage des conditions suspensives



Dans le protocole signé par la SMSP, Eramet, SLN, et de l'Etat, il est précisé que dans le contexte du rééquilibrage, la SMSP s'engage à réaliser d'emblée, avec le partenaire industriel de son choix, une usine d'une capacité annuelle minimum de 54 000 tonnes de nickel. Ceci est une véritable prouesse technique imposée aux porteurs de projet. La cession du massif n'intervient que si la construction de l'usine du Nord est décidée formellement et engagée irrévocablement avant le 31 décembre 2005 ce qui sur le plan des garanties financières est tout aussi difficile à réaliser. Le fait générateur de l'échange entre les massifs de Poum et Koniambo est la réalisation de la condition suspensive consistant en la justification auprès de l'Entité (Nickel Management Jersey Ltd) de commandes fermes d'équipements, matériels et prestations destinés à la seule réalisation de l'usine du Nord pour un montant au moins égal à 100 millions USD, au vu du résultat positif de l'étude de faisabilité bancaire technique. Quelques mois après la signature du protocole, SOFINOR, SMSP et Falconbridge signent un accord dressant les engagements de ce dernier, dont la décision irrévocable avant la passation des commandes. Bien qu'elle ne fasse pas partie de la clause suspensive, l'opération qui consiste à sécuriser le foncier pour construire le futur site

industriel de Vavouto est une condition préalable à la mise en oeuvre du projet.

Une structure assurant la majorité du capital Le fondement d'un partenariat équilibré



Des négociations se sont alors engagées entre SMSP et Falconbridge et à l'issue de celles-ci, en avril 1998, deux mois après le protocole de Bercy, un accord tripartite est conclu entre les deux partenaires et la SOFINOR sur la base d'un coût total du projet évalué à l'époque à 1,5 milliard USD. Selon les dispositions du protocole et de cet accord tripartite, SMSP reste majoritairement détenue, en capital et en droits de vote, directement ou indirectement par la province Nord. SMSP détient donc 51% du capital de la co-entreprise KNS, en apportant le gisement du Koniambo, son expertise professionnelle et son implantation locale. Bien qu'apportant les finances son partenaire Falconbridge détient 49% du capital de la co-entreprise. Il finance les études de faisabilité contre l'apport du massif, et se porte garant du financement du projet et de la bonne fin d'exécution de la construction. Le massif du Koniambo n'est pas apporté en garanti du financement et il ne peut donc pas être hypothéqué. SMSP sécurise ainsi le Koniambo.

Le massif de Koniambo 4% de la surface minière concédée



Le massif du Koniambo s'étend sur 20 kilomètres de long et 5 kilomètres de large. Sur cette surface, une superficie d'environ 21 kilomètres carrés présente une minéralisation d'origine latéritique avec de hautes teneurs en nickel. La qualité de nickel, de cobalt, de fer et de divers minerais oxydés varie avec la profondeur. Le matériel latéritique potentiellement économique se retrouve principalement le long de la crête du massif et, occasionnellement, sous forme de poches éparses situées sur plusieurs terrasses isolées qui s'étendent vers l'Ouest. Bien que le massif du Koniambo ne représente que 4% de la surface minière concédée du territoire, il permet d'alimenter une usine d'une capacité annuelle de 60 000 tonnes de nickel métal pendant plus d'un siècle. Bien qu'Eramet-SLN ne l'avait évalué qu'à 748 000 tonnes de métal contenu, le massif du Koniambo est l'un des plus importants et des plus riches gisements de nickel inexploités au monde. Selon les études de prospections durant la phase de faisabilité, les réserves minérales totales mesurées et indiquées représentent 76 millions de tonnes d'une teneur en nickel de 2,47% pour une teneur de coupure de 2,0%. Ses ressources minérales totales estimées (prouvées et probables) sont de 63 millions de tonnes d'une teneur en nickel de 2,40% pour une teneur de coupure de 2,0%. Les

études de prospection menées par les équipes SMSP /Falconbridge démontrent que la ressource est au moins dix fois supérieure à celle qui avait été évaluée par la SLN.

Le procédé technologique utilisé Nickel Smelting Technology

La production de ferronickel s'effectue par l'utilisation d'un procédé pyrométallurgique classique avec une technologie nouvelle développée par les unités de recherche et de développement de Falconbridge. Le procédé « technologie de fusion du nickel » (Nickel Smelting Technology) utilise un équipement à technologie de pointe et permet ainsi de résoudre une grande partie des problèmes rencontrés dans les usines de ferronickel traditionnelles. Sa conception vise spécifiquement à confiner les poussières, permettant ainsi une protection environnementale de haut niveau. Le procédé s'inspire fortement de l'industrie du ciment qui a introduit au cours des



dernières années le recyclage et la réutilisation des gaz de traitement pour économiser l'énergie. Le besoin de traiter des fines particules ou poussières a conduit à la sélection de fours électriques à courant continu. L'enveloppe des fours est totalement refroidie par l'eau.

Démarrage difficile du projet Conditions draconiennes



En août 1998, les deux partenaires posent enfin les pieds sur le massif et les travaux d'évaluation du potentiel des ressources nickélifères du Koniambo sont lancés conformément aux dispositions du protocole de Bercy. La campagne de sondage débute en août 1998 et celle de l'étude de cadrage en 2002. Les études de pré-faisabilité s'achèvent en 2002 et les études de faisabilités bancaires en décembre 2004, concluantes sur la fiabilité du projet. A l'issue du conseil d'administration du 2 février 2005, Falconbridge annonce que l'investissement global pour l'usine du Nord est désormais estimé à 2,2 milliards USD, contre 1,5 milliard initialement prévus. Autre difficulté, le calendrier du projet mené dans le Sud pourrait influencer significativement sur celui du Nord qui dans le meilleur des cas ne pourrait pas entrer en production avant 2010. Anne Duthilleul, chargée par l'Etat de la mission pour les grands projets de nickel en Nouvelle-Calédonie indique que l'usine du Nord est sur le chemin critique au regard du protocole de Bercy et que le retard met le calendrier du projet en limite de possibilité de réalisation de la clause suspensive. Eramet profite de cette aubaine et pose comme condition impérative à l'échange des massifs un audit approfondi du procédé technique ainsi qu'un audit sur la pertinence économique du projet. L'USTKE proteste vivement contre Eramet qui met tout en œuvre pour faire échouer la construction de l'usine du Nord. Le FLNKS appelle ses militants à se mobiliser pour le projet. Par la voix de son président Jacques Baccardats, Eramet fait de la surenchère et se dit prêt à prendre le relais au cas où Falconbridge ne puisse pas s'engager formellement et publiquement. La vraie difficulté, celle qui conditionne la décision de Falconbridge de pouvoir publiquement prendre une telle décision irrévocable, vient des banques et de l'Etat à qui il est demandé une rallonge de la défiscalisation. Eramet pose alors comme condition préalable au transfert des titres le bouclage du financement, tout en déclarant haut et fort que la rentabilité du projet n'est pas assurée. Pour sa part, Falconbridge refuse les conditions imposées par l'Etat pour l'octroi de sa garantie bancaire à la province Nord. Pour Falconbridge, plus de 100 millions USD de dépenses d'investissement valent engagement irrévocable. SMSP accuse alors Anne Duthilleul de vouloir « tuer le projet » en favorisant Eramet, tandis que la maison mère parisienne suspecte Falconbridge de vouloir obtenir le massif sans s'engager publiquement. Aussi, Eramet actionne ses réseaux du haut de la tour Montparnasse et dépose auprès du tribunal de grande instance de Paris un référé pour bloquer le transfert à la SMSP du massif du Koniambo.

La décision irrévocable de construire l'usine La bataille pour l'accès à la ressource



Suite au boom du nickel se dessine une possible OPA d'Inco sur Falconbridge, avec les incertitudes que cela fait peser sur la réalisation de deux ou un seul projet en Nouvelle-Calédonie. Avant que SMSP ne s'engage irrévocablement, le président de la province Nord exige de Falconbridge qu'il fournisse conformément à l'accord tripartite son plan de financement, les commandes fermes et un calendrier précis de la construction. La société par actions simplifiées Koniambo Nickel SAS (KNS) est créée le 4 novembre 2005, ouvrant ainsi la voie à la réception des titres miniers du Koniambo. Début décembre 2005, Falconbridge se dit prêt à agir sans le soutien de l'Etat, dont il avait fermement rejeté les conditions. L'Etat français tout comme Eramet estiment qu'il est nécessaire d'avoir une décision non conditionnelle de construction de la part de Falconbridge. La tension est à son comble et à huit jours de la date butoir du 31 décembre 2005, SMSP annonce qu'elle s'engage irrévocablement dans la construction de l'usine du Nord. Face à la forte mobilisation autour du projet, l'Etat est contraint de dénoncer la tentative d'Eramet de griffer le processus contractuel qu'il a lui-même initié. Il conclut que le retard provoqué par la conduite d'Eramet mettrait en péril de nombreux emplois et retarderait considérablement le projet. Dès lors le tribunal ne pouvait accéder à la demande d'Eramet de geler le transfert des titres et en dépit des conditions draconiennes imposées aux porteurs de projet, la décision irrévocable de construire l'usine est prise. L'entité procède à la levée de la clause suspensive au transfert des massifs de Poum et de Koniambo. Entrée en jeu de la co-entreprise avec le contrat de sous-traitance des travaux d'ingénierie, achat et gestion de la construction par le consortium Hatch et Technip. En août 2006, les parties prenantes procèdent à la cérémonie de la pose de la première pierre à Vavouto en présence de François Barouin, alors ministre de l'Outre-mer.

Informier les populations locales par une communication de proximité

Au travers de leur co-entreprise, SMSP et Falconbridge tiennent tous deux à intégrer leur projet commun dans la communauté et son environnement. La mobilisation des populations locales, des mouvances FLNKS et des syndicats USTKE et USOENC, a créé un terrain propice à l'élaboration d'un projet pays et a soudé les équipes en charge du projet. Pour ce faire, les partenaires font preuve de transparence en allant au-devant des populations, dans les mairies et les tribus, pour présenter le projet, ses méthodes de travail, sa dimension pays et sa volonté de privilégier la sécurité des travailleurs dans le respect de l'environnement. Tout est mis en œuvre par SMSP et Falconbridge pour informer les populations locales sur l'impact du projet et prévoir des solutions permettant d'assurer son insertion optimale dans l'environnement régional.

Le rachat de Falconbridge par Xstrata Augmentation des coûts et contrôle du capital



Entre mars 2005 et août 2006 Inco et Xstrata se livrent bataille pour le rachat de Falconbridge. L'offre d'Xstrata est finalement concluante en septembre 2006, entraînant la création de Xstrata Nickel, nouveau partenaire de la SMSP dans le projet de l'usine du Nord. Le nouveau partenaire procède à une phase de renouvellement du projet, incluant la révision des coûts de construction (impactés par l'envolée des prix des matières premières) et la redéfinition de la stratégie d'exécution du projet. Deux équipes sont concentrées en deux points névralgiques : Kuala Lumpur en Malaisie et Koné sur le lieu-dit. A la politique de communication de proximité mise en œuvre par Falconbridge et SMSP succède un troublant silence appelé à durer jusqu'à l'annonce publique faite en octobre 2007. Face au silence d'Xstrata durant la phase de renouvellement, Eramet se dit prêt à prendre le relais au cas où le nouveau partenaire ferait défaut. De nombreuses instances locales comme le MEDEF-NC proposent durant la campagne des municipales de 2007 qu'Eramet reprenne les commandes du projet. Après examen des conclusions du rapport final de la phase de renouvellement (révision des coûts, redéfinition de la stratégie et du calendrier d'exécution) les conseils d'administration des deux partenaires valident le projet par l'annonce d'un investissement de 3,8 milliards USD, financés par les deux parties mais sur emprunt garanti par Xstrata qui s'engage vis-à-vis des marchés internationaux. Selon le nouveau plan de financement négocié avec Xstrata, SMSP a le droit mais pas l'obligation de participer au financement de la construction à hauteur de 51%. Le service de la dette junior est étalé sur 25 ans ce qui permet aux deux actionnaires de pouvoir percevoir des dividendes dès les premières années de production commerciale. Le capital de la co-entreprise KNS est porté de 342 millions USD à 702 millions. Grâce à l'ingéniosité du montage financier proposé par SMSP à l'aciériste POSCO, au soutien du gouvernement Martin qui permis l'exonération de la plus-value de cession des titres apportés par SMSP à sa filiale NMC, grâce à l'envolée de la demande chinoise que la SMSP aura anticipé en incitant certains fondeurs chinois à transformer leurs fours de ferromanganèse en ferronickel, SMSP dispose des moyens pour participer à hauteur de 51% dans cette augmentation de capital et conserve ainsi son contrôle, et ce conformément au cadre fixé par le protocole de Bercy.

Le rôle de l'Etat et des institutions locales



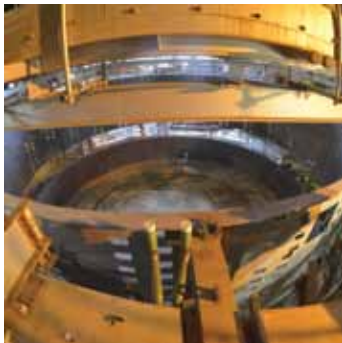
Initiateur du protocole de Bercy, garant des échanges des massifs et de la structure du capital de la co-entreprise KNS, malgré les divisions internes entre Bercy et le Ministère de l'Outre-mer, l'Etat tranche et réaffirme son soutien moral et financier au projet politique ainsi qu'au défi économique qu'est l'usine du Nord. Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie n'est pas en reste puisqu'il fait voter au Congrès un pacte de stabilité fiscale garantissant le non assujettissement à tout nouvel impôt, prélèvement ou droit sur 15 et 5 ans, dont la durée est conditionnée par le fait que le projet met en œuvre un procédé technologique nouveau sur le territoire permettant la mise en valeur de type de minerais non encore valorisés (SLN traite alors des teneurs moyennes supérieures à 2,80%). La durée du pacte de stabilité fiscale est également motivée par le fait que l'usine du Nord est implantée dans une zone géographique dépourvue des infrastructures nécessaires à sa réalisation. Une exonération fiscale sur les plus-values de cession de titres de SMSP à sa co-entreprise NMC est également accordée par le gouvernement d'Harold Martin, ce qui permet à SMSP d'abonder à hauteur de 51% à l'augmentation du capital de KNS sans dilution du capital. Cette exonération est accordée du fait que la SMSP soit également majoritaire dans le partenariat avec POSCO. Les autorités françaises assurent leur soutien au projet de l'usine du Nord sous la forme d'une défiscalisation de 223 millions USD dans le cadre du dispositif d'aide fiscale à l'investissement outre-mer dit «Loi Girardin». Le 2 août 2011, quelques jours avant la visite du président Nicolas Sarkozy, KNS annonce l'augmentation du coût du projet, porté à 5 milliards de dollars US hors contingences. Au pied de la « cathédrale d'acier » en construction le président de la république assure qu'il « veillera au respect de la structure du capital ». La province Nord et la SMSP signent un ensemble de documentation relative à un prêt de 170 millions d'euros, soit un peu plus de 20 milliards XPF, accordé par l'AFD à la SMSP. La province Nord apporte une garantie partielle à la convention de crédit.

Le site industriel de Vavouto Un projet de classe mondiale

Les principales installations incluent une mine à ciel ouvert avec une capacité d'exploitation de 5 millions de tonnes par an et une installation de préparation du minerai de 3 millions de tonnes par an. Une route d'accès à la mine de 12 km et un convoyeur terrestre de 11 km en 2 sections. L'usine métallurgique a une capacité de débit d'alimentation en minerai de 3 millions de tonnes par an et une production de 176 000 tonnes par an de ferronickel soit 60 000 tonnes par an de nickel métal contenu. La centrale électrique au charbon a une capacité de 350 MW avec sa cheminée de 130 m de haut et une consommation prévue de 600 000 tonnes de charbon par an, pauvre en soufre. Cette centrale électrique comporte des unités principales composées de 2 chaudières à charbon et turbines à vapeur de 135 MW chacune et des unités de secours composées de 2 turbines à combustion au diesel de 40 MW chacune. Les installations portuaires comprennent un chenal d'accès 5,2 km avec 12 m de profondeur et un quai d'une longueur de 190 m pouvant accueillir des navires de 50 000 tonnes. Les navires de haute mer entrent dans le lagon par la passe Duroc prolongée par un chenal artificiel, long de 4,2 km et large de 120 m et une profondeur de 12 m et dont les travaux furent achevés en 2009. Les autres installations concernent le procédé d'approvisionnement de charbon (1 million de tonnes par an), le dispositif de dessalement et d'approvisionnement en eau et la zone de stockage terrestre des scories sur la péninsule de Vavouto.



Les différentes étapes du démarrage de l'usine



Le démarrage effectif du chauffage du four électrique de la première ligne de production, achevée depuis novembre 2012, est effectué le 29 janvier dernier à 1h25 du matin. Il s'agit d'une étape majeure pour les employés, mais aussi pour les partenaires. Il s'agit du premier pas vers le processus final qui aboutit à la coulée du bain de métal, puis la fabrication du premier nickel métal. Le mardi 5 février à 15h00, le processus de broyage-séchage du minerai débute par des tests effectués à l'unité de préparation du minerai. Ces tests, réalisés avec 20 tonnes de minerai humide, servent à vérifier le fonctionnement de la totalité des équipements du processus permettant le broyage et le séchage du minerai à savoir : broyeur, séparateur, filtres, générateur de gaz chaud et système de transport et stockages du minerai sec. Mercredi 13 mars, les premiers arcs électriques dans le four sont opérationnels pour commencer à construire le bain de métal liquide. A raison d'une augmentation de la température du four de 2 degrés par heure il faut compter deux semaines pour constituer le bain liquide, soit fin mars pour une première coulée d'environ 65 tonnes de ferronickel pour une capacité de 10 MW. Cette coulée permet de tester le four mais aussi les équipements périphériques.

La première coulée de l'usine du Nord Un rêve devenu réalité



La première coulée technique de métal a été effectuée le mercredi 10 avril 2013 à 20h35, précédée par une coulée de scorie réalisée en milieu de journée. Le four, allumé au mois de janvier, a été préalablement chargé avec 230 tonnes d'acier, puis progressivement porté à une température d'environ 1000°C. La constitution du premier arc électrique a permis de fondre la matière afin de constituer un bain de métal liquide auquel ont été ajoutées 1 000 tonnes d'un mélange de fer et de ferronickel fourni par Falcondo pour un total d'environ 1 200 tonnes nécessaires à la réalisation de cette première coulée. Le 19 avril, la célébration de la première coulée de métal de l'usine du Nord a été organisée en présence des représentants de l'Etat, du gouvernement, du président de l'Assemblée de la province Nord ainsi que des représentants de la SMSP et Xstrata. Le programme a débuté par l'accueil des délégations d'invités par le président de Koniambo Nickel Peter Hancock, suivi de leur transfert vers la plate-forme dite de la « Première Pierre ». De retour à l'usine, la délégation a pu assister à une coulée de métal symbolique avant de rencontrer à la base-vie de Vavouto, quelques 500 employés de KNS venus leur rendre hommage. Les discours de

la part du président de KNS, du président de la SMSP, du président de Xstrata, du président de la province Nord et du Haut-Commissaire se sont alors succédés. Peter Hancock a tenu à remercier les employés, ingénieurs, ouvriers, actionnaires, gouvernement, sans oublier toute la population calédonienne pour tout le soutien formidable dont le projet a bénéficié et sans qui cette étape cruciale ne serait pas aujourd'hui une réalité. « La semaine dernière, nous avons réalisé les premières coulées techniques de métal et de scories. Beaucoup de gens m'ont alors demandé si j'étais soulagé. J'ai répondu oui ! Mais je ne suis pas seulement soulagé, je suis fier, et pour tout dire, émerveillé. J'ai vu des larmes de joie couler sur le visage de nos employés. Ce n'est pas une chose très courante dans nos métiers. Je suis fier quand je pense à toutes ces années de travail acharné, que plusieurs milliers de personnes ont fourni pendant près de quinze années.

Retombées économiques de la construction



Le chantier est considéré comme étant l'un de plus gros chantiers d'un complexe minier et métallurgique au monde. En décembre 2012, le site de Vavouto compte 5 471 travailleurs dont 907 salariés de KNS et abrite 4 924 habitants. L'assemblage des 17 modules de la fonderie est effectué par une entreprise chinoise et celui des chaudières à charbon de la centrale électrique par une entreprise coréenne. La main d'oeuvre chinoise, coréenne, thaïlandaise et philippine est rapatriée à l'issue de la réalisation du chantier. La phase des travaux de construction de l'usine a entraîné dans son sillage la transformation du paysage calédonien, notamment celle du secteur industriel calédonien. Aujourd'hui, en circulant à Koné, et en amont du développement du site industriel de Vavouto, on peut observer tout un ensemble d'ouvrages qui modifient complètement le paysage rural de cette région. Il y a de nouvelles routes, des ronds-points, des constructions industrielles, des lotissements et des opérations commerciales le long du corridor « VKP », reliant les villes de la côte Ouest de Voh, Koné et Pouembout. Les premiers feux-rouges de la capitale du Nord sont installés. La force motrice de tous ces changements c'est l'usine du Nord. Les chiffres sont déterminants et démontrent que les retombées économiques locales des marchés de travaux et commandes, passés depuis 2005 jusqu'à décembre 2012, représentent environ 150 milliards XPF dans l'économie calédonienne. 226 entreprises locales calédoniennes ont bénéficié de ces retombées dont 85 entreprises pour la seule zone VKP et 23 de la province Nord, mais également 118 entreprises de la province Sud. En termes de pourcentage, cela représente une répartition de 49% pour les entreprises du Sud, 14% pour celles de la province Nord et 37% pour la seule zone VKP. L'ensemble des secteurs économiques ont pu bénéficier de ces parts de marchés : 26,7% des activités relatives à la base-vie, transports, travaux d'échafaudage et aux services, 23,8% terrassement, 17,5% unité bâtiments et industries, 9,5% commandes, 9,4% voiries réseaux divers, 5,2% maritime, 4,1% installations temporaires et 0,3% autres.

commandes, passés depuis 2005 jusqu'à décembre 2012, représentent environ 150 milliards XPF dans l'économie calédonienne. 226 entreprises locales calédoniennes ont bénéficié de ces retombées dont 85 entreprises pour la seule zone VKP et 23 de la province Nord, mais également 118 entreprises de la province Sud. En termes de pourcentage, cela représente une répartition de 49% pour les entreprises du Sud, 14% pour celles de la province Nord et 37% pour la seule zone VKP. L'ensemble des secteurs économiques ont pu bénéficier de ces parts de marchés : 26,7% des activités relatives à la base-vie, transports, travaux d'échafaudage et aux services, 23,8% terrassement, 17,5% unité bâtiments et industries, 9,5% commandes, 9,4% voiries réseaux divers, 5,2% maritime, 4,1% installations temporaires et 0,3% autres.

L'usine de Gwangyang - pour des emplois non-délocalisables



Pour donner une troisième vie à son patrimoine minier constitué de vieilles mines ayant été exploitées pendant plus d'un demi-siècle, la SMSP est allée au-delà d'un partenariat avec un fondeur en s'associant avec le consommateur final de nickel, l'aciériste. Le partenariat initié en avril 2005 avec le premier producteur mondial d'acier inoxydable, le sud-coréen POSCO, permet à la SMSP de supprimer les coûts d'intermédiation des traders et donc de prolonger la durée de vie de ses gisements par la transformation du minerai de faible teneur ne pouvant pas l'être localement. Il lui permet de sécuriser ses exportations sur le long terme et ainsi d'accéder à la rente métallurgique tout en garantissant à son partenaire un approvisionnement direct et durable en minerai. Ce partenariat, qui vient en complément de celui de l'usine du Nord, permet de stabiliser et pérenniser la principale activité de la SMSP.

La mise en place d'un partenariat original au travers un modèle d'intégration industrielle et commerciale

En échange de 49% de ses titres miniers (hors Koniambo), la SMSP obtient 51% du capital des deux sociétés communes créées dans le cadre du partenariat. L'une, Nickel Mining Company (NMC), pour la mine en Nouvelle-Calédonie et l'autre, Société du Nickel de Nouvelle-Calédonie et Corée (SNNC), pour l'usine pyrométallurgique d'une capacité de 30 000 tonnes de nickel par an, au coeur du site industriel de Gwangyang en Corée du sud. NMC fournit le minerai à partir de ses quatre centres miniers situés en province Nord (Ouaco, Poya, Nakéty et Kouaoua) ; SNNC produit et vend l'intégralité de sa production en ferronickel aux aciéries de POSCO. La capacité de l'usine de 30 000 tonnes par an pendant 30 ans, correspondant à la ressource minière disponible.

La construction de l'usine pyrométallurgique réalisée en 17 mois

La co-entreprise SNNC confie la construction de l'usine pyrométallurgique à POSCO, assisté par les ingénieries Kasawaki et Hatch, et la commande des éléments modules de la future usine est effectuée en juin 2006. Le projet est plus simple que ceux des usines calédoniennes du Nord et du Sud, les principales infrastructures (installations portuaires et de déchargement de minerais, énergie, etc.) étant déjà fournies par le complexe industriel de Gwangyang. Les travaux de construction de l'usine pyrométallurgique, débutés en mai 2007, s'achèvent en octobre 2008, soit trois mois en avance par rapport au calendrier.

L'approvisionnement de l'usine SNNC à partir des centres miniers NMC



Le 20 juin 2008, l'assemblée de la province Nord donne l'autorisation administrative permettant à la NMC d'exporter le minerai à la SNNC. Il s'ensuit la livraison du premier stock de minerai de 160 000 tonnes destiné à calibrer le four. Sur le terrain, les efforts se concentrent sur l'exportation de ce premier stock de minerai indispensable pour le réglage et le calibrage du four de l'usine, dont l'allumage a lieu en août 2008. L'opération se veut capitale dans la mesure où l'usine pyrométallurgique a été conçue et dimensionnée pour répondre à la ressource. Le minerai de nickel extrait des centres miniers NMC en Nouvelle-Calédonie est transporté par des minéraliers, déchargé au port du site industriel de POSCO à Gwangyang, puis acheminé sur la zone de stockage de l'usine par un convoyeur terrestre d'une longueur de 3,8 km. Les différents minerais en provenance de chaque centre minier, sont stockés séparément afin de contrôler le respect des spécificités chimiques et granulométriques. Ils sont alors mélangés, concassés et préséchés en vue d'une homogénéisation dans une zone de mixage couverte afin d'éviter la dispersion éventuelle des poussières.

Le processus de calcination et de réduction du minerai

Le minerai de nickel est versé dans des fours rotatifs alimentés au charbon. Déshydraté par la chaleur et la combustion de ce dernier, il est ensuite transformé en minerai calciné qui est chargé dans un four électrique hermétique de 94MW maintenu à très haute température. Le ferronickel brut ainsi produit contient 20% de nickel et 80% de fer. Le métal produit dans le four électrique contient du soufre impur. Lors de la phase de raffinage, ce soufre est isolé grâce à une installation de désolidification. Le ferronickel est finalement obtenu sous forme de granulés grâce au procédé de production par propulsion. A la sortie du métal, les scories de ferronickel sont isolées et réutilisées comme matériaux pour le goudronnage des routes, l'entassement ou les travaux de terrassement.

L'entrée de la SMSP dans le domaine de la métallurgie



L'entrée en production de l'usine de Gwangyang le 20 octobre 2008 marque ainsi l'entrée de la SMSP dans le domaine réservé de la métallurgie. Suite à cela a lieu l'inauguration de l'usine en fin 2008. Avec plus de 350 millions de dollars consacrés à la construction de l'usine, la SMSP conforte la place de la France en tant qu'investisseur majeur en Corée du sud. L'usine de Gwangyang est le troisième plus important investissement industriel français jamais réalisé en Corée du sud. Onze mois seulement après la première coulée de nickel, la co-entreprise SNNC réalise avec succès la pleine capacité de production. Cette opération reflète la stabilité de la production électrique de 94MW et la capacité à produire annuellement 30 000 tonnes de nickel métal contenu dans des ferronickels. La SMSP fait naître une nouvelle voie de valorisation de la ressource minière et offre ainsi aux petits mineurs calédoniens l'opportunité de valoriser leurs ressources, de lisser leurs exportations sur le long terme et de pérenniser leurs exploitations.

La montée en production de la filière off-shore

Le rythme de progression de la capacité de production a été extrêmement rapide puisque la pleine capacité de l'usine aura été atteinte en moins d'un an (contre 3 à 5 ans pour des projets similaires). La réduction des coûts d'intermédiation et les bénéfices liés à la pré-existence des infrastructures ont fait de cette réalisation l'usine de transformation de ferronickel la plus compétitive au monde. Les résultats de la filiale métallurgique SNNC sont extrêmement encourageants, confirmant ainsi le choix stratégique adopté par la SMSP et son partenaire POSCO. De 2009 à 2012, la filière aura produit 81 733 tonnes de nickel métal contenu dans des ferronickels. L'intégralité du minerai transformé provient des mines de NMC et l'intégralité de la production est vendue aux aciéries de POSCO. La mine procure quelque 650 salariés plus environ 500 sous-traitants et intermittents. Les retombées économiques locales composées des achats locaux, de la sous-traitance et de la masse salariale, sont de 9 milliards XPF par an. La rentabilité de l'usine de Gwangyang est telle que la teneur d'alimentation peut être encore diminuée pour ainsi augmenter les ressources et réserves minières.

L'extension de la capacité de production pour pérenniser la ressource minière



Fin août 2011, les deux actionnaires SMSP et POSCO annoncent leur intention de doubler la production de ferronickel à partir de 2014. L'extension de l'usine de Gwangyang permettra ainsi de doubler sa capacité nominale et, en abaissant la teneur en nickel à 2%, d'atteindre une capacité annuelle de production non pas de 60 000 tonnes mais d'environ 54 000 tonnes de nickel métal contenu dans des ferronickels. Les mines NMC vont également doubler leur capacité de production en passant de 1,8 à 3,6 millions de tonnes de minerai garniéritique. Une seconde ligne sera ainsi construite sur le site SNNC, comprenant un nouveau quai de déchargement, une aire d'acheminement, de stockage et de préparation de minerai, une seconde installation de séchage, un troisième four rotatif et un second four électrique. En optimisant ainsi la ressource minière calédonienne, NMC prolonge la durée de vie de ses mines et crée environ 400 emplois directs et indirects supplémentaires sur la côte Est et dans le Nord. Ainsi la SMSP, à travers les emplois générés et la sous-traitance nécessaire, apporte une réelle valeur ajoutée pour le pays.



Groupe SMSP
Immeuble Carcopino 3000
BP 66 - 98845 Nouméa

www.smsp.nc

